



L'EXPRESS.fr

TOUS LES JOURS, TOUTE L'INFO

Mauritanie

"Un coup d'Etat ubuesque"

Par Vincent Huguex, mis à jour le 06/08/2008 à 16:16 - publié le 06/08/2008

Chercheur et responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (IFRI), Alain Antil est familier de l'histoire politique mauritanienne. Il décrypte pour L'EXPRESS.fr le coup d'Etat militaire perpétré ce mercredi à Nouakchott.

Ce putsch -le troisième depuis l'indépendance- était-il prévisible?

De très vives tensions politiques étaient perceptibles ces deux derniers mois. Pour autant, la tournure des événements me surprend un peu. A l'évidence, tout vient de la décision du président Sidi Ould Cheikh Abdallahi, annoncée vers 8H00, d'évincer plusieurs généraux de l'état-major. Trois heures plus tard, le président et son premier ministre étaient arrêtés, avant que, selon un scénario classique, les putschistes prennent le contrôle de la radio-télévision. Cette promptitude peut s'expliquer : les officiers supérieurs écartés contrôlent la garde présidentielle. A commencer par leur chef de file, Mohamed Ould Abdel Aziz, chef d'état-major particulier du président, qui en est le patron. Quant à ses adjoints, ils lui ont emboîté le pas sans état d'âme pour fouler aux pieds la légalité constitutionnelle.



AFP PHOTO/MAHMUD TURKIA

Le président mauritanien Sidi Ould Cheikh Abdallahi et son Premier ministre Yahya Ould Ahmed Waghf ont été arrêtés mercredi matin à Nouakchott par des militaires lors d'un coup d'Etat, a-t-on appris de sources sécuritaires.

Voilà pour les causes immédiates. Faut-il en chercher d'autres, moins apparentes?

Pas vraiment, à condition de replacer le bras-de-fer dans son contexte. Un an avant son élection en avril 2007, jugée légitime et transparente, Abdallahi n'était guère connu dans son pays. D'autant qu'il a longtemps séjourné à l'étranger. On est venu le chercher. La démarche fut notamment celle de plusieurs militaires de la junte alors au pouvoir, dont, paradoxalement, Abdel Aziz, putschiste en chef aujourd'hui, et par ailleurs apparenté à l'épouse du président déposé. En clair, et au risque du ridicule, ces galonnés ont ourdi un coup d'Etat contre leur poulain... Saborder une transition que l'on a en

partie orchestrée : il y a là quelque chose d'ubuesque. Il est vrai que les militaires avaient choisi d'épauler un candidat âgé, à la santé fragile, réputé velléitaire. Or, Abdallahi, premier chef d'Etat civil depuis 1978, a tenté au fil des mois de conquérir son autonomie, au grand dépit de ses parrains.

Quelle forme a pris l'épreuve de force?

Il y a eu d'abord une fronde au sein du Pacte national pour la démocratie et le développement (PNDD), le parti présidentiel, orchestrée par les généraux, et assortie d'une menace de motion de censure. Sidi Ould Cheikh Abdallahi a pris les devants. Il a congédié le gouvernement et formé un nouveau cabinet. Plusieurs caciques du PNDD ont fait défection. Le 4 août, 25 députés et 23 sénateurs ont ainsi annoncé leur départ. Certains parlementaires réclamaient aussi une enquête sur le financement de la fondation qu'anime la première dame. Le président, qui a envisagé un temps de dissoudre l'Assemblée nationale, est allé au bout de sa logique. Sans doute l'a-t-elle menée trop loin, jusqu'à une forme de provocation. Son pari était extrêmement risqué. Au moins a-t-il forcé ainsi les hauts-gradés à dévoiler leurs batteries. Entre la soumission et le coup d'Etat, ceux-ci ont choisi le coup d'Etat.

Quel bilan dressez-vous de ce mandat avorté?

Abdallahi passait pour un être faible et fataliste. Il ne semblait pas animé par la soif du pouvoir, mais plutôt par une forme de dévouement. Ce ne fut pas néanmoins l'homme de paille rêvé par certains. On ne peut oublier qu'il a mis en chantier le retour des réfugiés, dossier ô combien délicat, oeuvré en faveur de la libéralisation de la presse et contribué à l'adoption d'une loi punissant le recours à l'esclavage.

Quelle peut-être la réaction de la population mauritanienne?

La majorité, aux prises avec les défis de la survie au quotidien, paraît déconnectée. Car la démocratisation entreprise ne garnissait pas les assiettes. Les élites politisées, urbaines pour l'essentiel, étaient quant à elles fières du processus engagé, plutôt rare dans les espaces arabe et subsaharien, même si elles en mesuraient les limites. C'est avant tout à ces Mauritaniens-là que je pense. Ils doivent être amèrement déçus. Pour eux, l'emprise des militaires n'est plus supportable. Les putschistes devront le comprendre. Un facteur peut d'ailleurs peser en ce sens. Depuis le retour d'un pouvoir civil, l'aide des bailleurs de fonds internationaux, souvent conditionnelle, coulait à flots. D'autant que ceux-ci ont besoin de modèles positifs dans la région. Le flux risque de se tarir très vite. Et tout cela pourrait coûter cher au pays.